

DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À FRANCE TRAVAIL¹ À LA RÉUNION AU PREMIER TRIMESTRE 2024

Au premier trimestre 2024, à La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'est établi en moyenne sur le trimestre à 115 110. Ce nombre baisse de 0,6 % sur le trimestre (soit -750 personnes) et de 3,0 % sur un an.

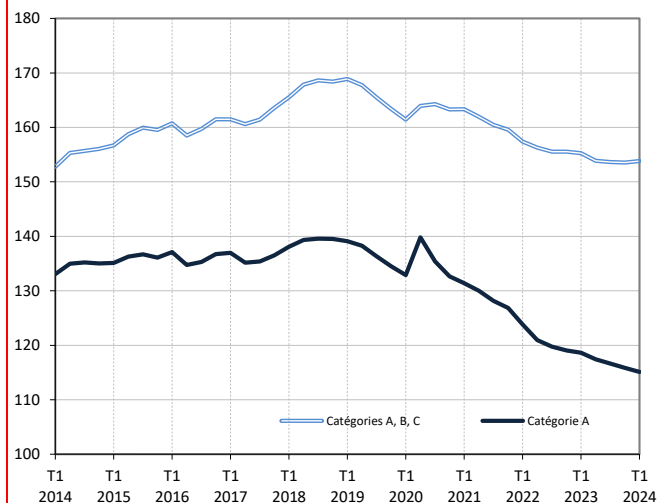
En France (y compris Drom), ce nombre baisse de 0,1 % ce trimestre (+0,1 % sur un an).

À La Réunion, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'est établi en moyenne à 153 810 au premier trimestre 2024. Ce nombre augmente de 0,2 % sur le trimestre (soit +280 personnes) et diminue de 0,9 % sur un an.

En France (y compris Drom), ce nombre est stable ce trimestre (+0,6 % sur un an).

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C à La Réunion

En milliers, données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Demandeurs d'emploi par catégorie

Données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trim. 2023	4e trim. 2023	1er trim. 2024	un trimestre *	un an **
La Réunion					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	118 650	115 860	115 110	-0,6	-3,0
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite (catégories B, C)	36 590	37 670	38 700	+2,7	+5,8
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	155 240	153 530	153 810	+0,2	-0,9
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	7 480	7 460	7 700	+3,2	+2,9
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	12 960	12 800	12 670	-1,0	-2,2
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	175 680	173 790	174 180	+0,2	-0,9
France (en milliers)					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	3 024,0	3 032,0	3 027,7	-0,1	+0,1
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite (catégories B, C)	2 344,2	2 365,9	2 372,9	+0,3	+1,2
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 368,2	5 397,9	5 400,5	0,0	+0,6
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	364,3	361,7	357,8	-1,1	-1,8
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	379,5	400,1	403,9	+0,9	+6,4
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	6 112,0	6 159,7	6 162,3	0,0	+0,8

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

La situation des demandeurs d'emploi vis-à-vis de l'activité réduite courte (inférieure ou égale à 78 heures sur un mois, catégorie B) ou longue (supérieure ou égale à 79 heures sur un mois, catégorie C), est déterminée à la fin de chaque mois. Dans cette publication les nombres de demandeurs d'emploi en catégories B, C sont obtenus en faisant la moyenne sur le trimestre.

Une [documentation](#) fournit des éléments d'aide à l'interprétation des séries sur les demandeurs d'emploi.

Les données publiées concernent les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail. La notion de demandeurs d'emploi est différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT). Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent davantage affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modifications des règles d'indemnisation ou d'accompagnement des demandeurs d'emploi, changements de procédure, incidents. Un document présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

L'ensemble des définitions et concepts figurent dans la [documentation méthodologique](#) en ligne.

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

DEMANDEURS D'EMPLOI PAR DÉPARTEMENT-RÉGION D'OUTRE-MER

Au premier trimestre 2024, dans les départements-régions d'Outre-mer, les évolutions sur le trimestre du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A se situent entre -1,9 % en Guadeloupe et +2,8 % en Guyane. Sur un an, elles se situent entre -7,9 % en Martinique et +6,9 % en Guyane.

Les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C se situent entre -1,3 % en Guadeloupe et +2,8 % en Guyane pour les évolutions sur un trimestre. Sur un an, elles se situent entre -5,4 % en Martinique et +6,9 % en Guyane.

Demands d'emploi en catégorie A

Données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trim. 2023	4e trim. 2023	1er trim. 2024	un trimestre *	un an **
La Réunion	118 650	115 860	115 110	-0,6	-3,0
Guadeloupe	43 230	42 150	41 350	-1,9	-4,3
Martinique	32 310	29 940	29 760	-0,6	-7,9
Guyane	20 230	21 040	21 620	+2,8	+6,9
France (en milliers)	3 024,0	3 032,0	3 027,7	-0,1	0,1

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Demands d'emploi en catégories A, B, C

Données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trim. 2023	4e trim. 2023	1er trim. 2024	un trimestre *	un an **
La Réunion	155 240	153 530	153 810	+0,2	-0,9
Guadeloupe	55 520	55 360	54 650	-1,3	-1,6
Martinique	43 880	41 740	41 500	-0,6	-5,4
Guyane	24 630	25 610	26 320	+2,8	+6,9
France (en milliers)	5 368,2	5 397,9	5 400,5	0,0	0,6

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

DEMANDEURS D'EMPLOI EN CATÉGORIE A, À LA RÉUNION

À La Réunion, sur un trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue de 0,5 % pour les hommes (-2,4 % sur un an) et de 0,8 % pour les femmes (-3,5 % sur un an).

Sur un trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est stable à La Réunion pour les moins de 25 ans (+1,4 % sur un an), recule de 0,7 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-3,6 % sur un an) et de 0,8 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (-3,8 % sur un an).

Demandeurs d'emploi en catégorie A par sexe et âge

Données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trim. 2023	4e trim. 2023	1er trim. 2024	un trimestre *	un an **
Hommes	57 520	56 430	56 130	-0,5	-2,4
Femmes	61 130	59 440	58 980	-0,8	-3,5
Moins de 25 ans	16 210	16 440	16 440	0,0	+1,4
Hommes	7 840	7 820	7 790	-0,4	-0,6
Femmes	8 370	8 630	8 650	+0,2	+3,3
Entre 25 et 49 ans	64 730	62 840	62 380	-0,7	-3,6
Hommes	30 620	29 990	29 820	-0,6	-2,6
Femmes	34 110	32 850	32 560	-0,9	-4,5
50 ans ou plus	37 720	36 580	36 290	-0,8	-3,8
Hommes	19 060	18 620	18 530	-0,5	-2,8
Femmes	18 660	17 960	17 760	-1,1	-4,8
La Réunion	118 650	115 860	115 110	-0,6	-3,0

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

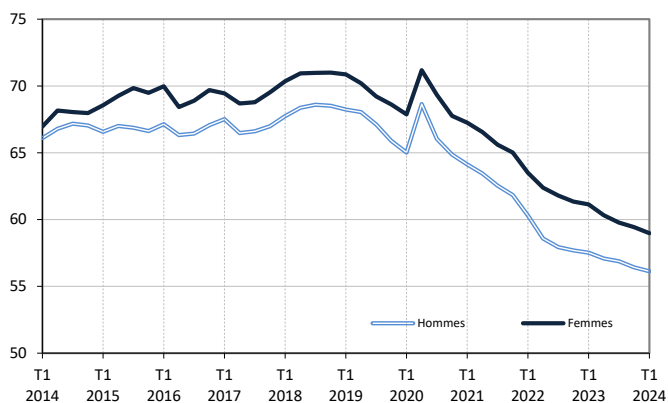
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

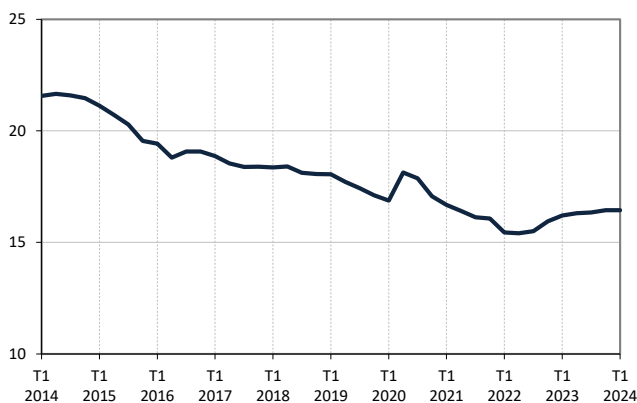
Catégorie A, par sexe

En milliers, données CVS-CJO



Catégorie A, moins de 25 ans

En milliers, données CVS-CJO



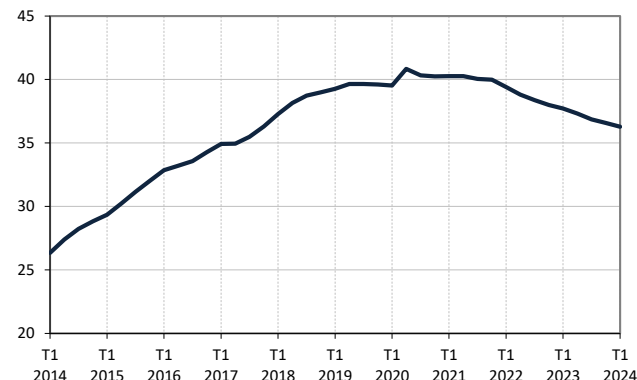
Catégorie A, entre 25 et 49 ans

En milliers, données CVS-CJO



Catégorie A, 50 ans ou plus

En milliers, données CVS-CJO



Champ : La Réunion.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

DEMANDEURS D'EMPLOI EN CATÉGORIES A, B, C, À LA RÉUNION

À La Réunion, sur un trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 0,3 % pour les hommes (-0,5 % sur un an) et de 0,1 % pour les femmes (-1,3 % sur un an).

Sur un trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente à La Réunion de 0,9 % pour les moins de 25 ans (+3,3 % sur un an), de 0,2 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (-1,4 % sur un an) et recule de 0,2 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (-1,8 % sur un an).

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par sexe et âge

Données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	1er trim. 2023	4e trim. 2023	1er trim. 2024	un trimestre *	un an **
Hommes	74 570	73 940	74 170	+0,3	-0,5
Femmes	80 670	79 600	79 640	+0,1	-1,3
Moins de 25 ans	20 780	21 260	21 460	+0,9	+3,3
Hommes	10 090	10 200	10 290	+0,9	+2,0
Femmes	10 690	11 060	11 180	+1,1	+4,6
Entre 25 et 49 ans	87 720	86 300	86 460	+0,2	-1,4
Hommes	41 640	41 260	41 390	+0,3	-0,6
Femmes	46 070	45 040	45 070	+0,1	-2,2
50 ans ou plus	46 750	45 970	45 890	-0,2	-1,8
Hommes	22 840	22 480	22 500	+0,1	-1,5
Femmes	23 910	23 490	23 390	-0,4	-2,2
La Réunion	155 240	153 530	153 810	+0,2	-0,9

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

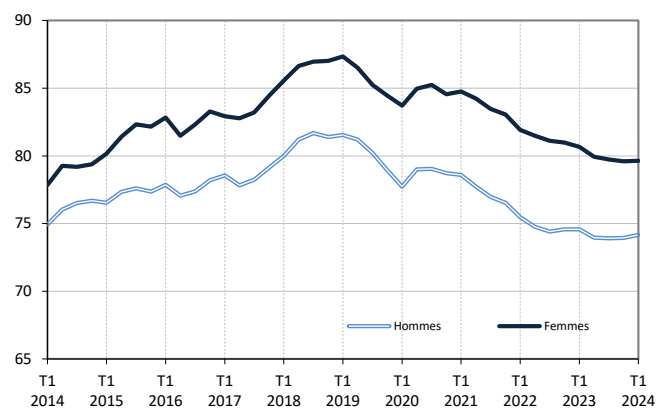
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

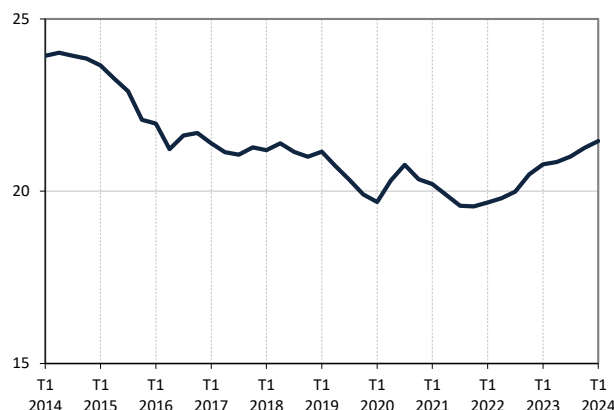
Catégories A, B, C, par sexe

En milliers, données CVS-CJO



Catégories A, B, C, moins de 25 ans

En milliers, données CVS-CJO



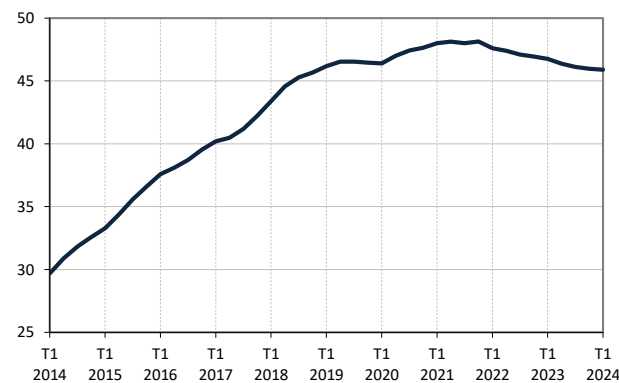
Catégories A, B, C, entre 25 et 49 ans

En milliers, données CVS-CJO



Catégories A, B, C, 50 ans ou plus

En milliers, données CVS-CJO



Champ : La Réunion.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION EN CATÉGORIES A, B, C DES DEMANDEURS D'EMPLOI, À LA RÉUNION

À La Réunion, sur un trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente de 0,1 % (-3,4 % sur un an) et celui des inscrits depuis moins d'un an augmente de 0,3 % (+1,8 % sur un an).

L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée par le nombre de jours où le demandeur d'emploi a été inscrit, de façon continue, en catégories A, B, C. Une sortie d'un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté. D'autres indicateurs, tel que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories.

Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO

	Effectif			Évolution (en % et point) sur	
	1er trim. 2023	4e trim. 2023	1er trim. 2024	un trimestre *	un an **
La Réunion					
Inscrits depuis moins de 1 an	73 980	75 120	75 330	+0,3	+1,8
Inscrits depuis 1 an ou plus	81 260	78 410	78 480	+0,1	-3,4
Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C	155 240	153 530	153 810	+0,2	-0,9
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	52,3%	51,1%	51,0%	-0,1 pt	-1,3 pt
France					
Demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus (en milliers)	2 380,3	2 359,3	2 372,0	0,5	-0,3
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	44,3%	43,7%	43,9%	+0,2 pt	-0,4 pt

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

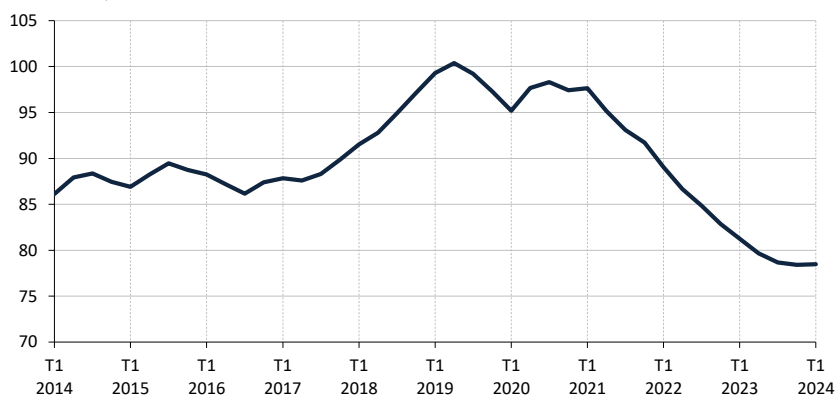
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B, C

En milliers, données CVS-CJO



Champ : La Réunion.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

ENTRÉES ET SORTIES DE CATÉGORIES A, B, C, À LA RÉUNION

À La Réunion, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au premier trimestre 2024 diminue de 0,7 % par rapport au trimestre précédent (+1,2 % sur un an).

Au premier trimestre 2024, les entrées pour fin de contrat (-0,9 %), fin de mission d'intérim (-4,8 %), démission (-6,3 %), rupture conventionnelle (-1,4 %), première entrée sur le marché du travail (-1,9 %) et réinscription rapide (-5,1 %) sont en baisse. Les entrées pour autre licenciement sont stables. Les entrées pour licenciement économique (+18,2 %), retour d'inactivité (+0,4 %), autres motifs (+2,8 %) et motif indéterminé (+5,6 %) sont en hausse.

À La Réunion, le nombre moyen de sorties de catégories A, B, C au premier trimestre 2024 augmente de 0,1 % par rapport au trimestre précédent (-0,6 % sur un an).

Au premier trimestre 2024, les sorties pour entrée en stage ou en formation (-5,4 %) et cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (-0,8 %) sont en baisse. Les sorties pour reprise d'emploi déclarée sont stables. Les sorties pour arrêt de recherche (+2,9 %), radiation administrative (+5,2 %) et autres cas (+5,3 %) sont en hausse.

Suite à la refonte des motifs d'inscription à France Travail (voir note), les données sur les entrées en catégories A,B,C par motif sont révisées et ne sont pas comparables avec celles publiées avant avril 2018.

Entrées en catégories A, B, C par motif

Données CVS-CJO

	Nombre moyen d'entrées 1er trim. 2024	Répartition des motifs (en %)	Évolution trimestrielle * (en %)	Évolution annuelle ** (en %)
La Réunion				
Fin de contrat	2 130	17,1	-0,9	+1,9
Fin de mission d'intérim	200	1,6	-4,8	-4,8
Démission	450	3,6	-6,3	-2,2
Rupture conventionnelle	710	5,7	-1,4	+1,4
Licenciement économique	130	1,0	+18,2	+30,0
Autre licenciement	310	2,5	0,0	-11,4
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	1 060	8,5	-1,9	-6,2
Retour d'inactivité ⁽²⁾	2 410	19,3	+0,4	-5,5
Réinscription rapide ⁽³⁾	2 630	21,1	-5,1	+6,0
Autres motifs ⁽⁴⁾	1 110	8,9	+2,8	+7,8
Motif indéterminé	1 310	10,5	+5,6	+8,3
Entrées en catégories A, B, C	12 460	100,0	-0,7	+1,2
France (en milliers)	559,9		-1,0	+0,2

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Sorties de catégories A, B, C par motif

Données CVS-CJO

	Nombre moyen de sorties 1er trim. 2024	Répartition des motifs (en %)	Évolution trimestrielle * (en %)	Évolution annuelle ** (en %)
La Réunion				
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	1 780	14,3	0,0	-14,0
Entrée en stage ou en formation	1 400	11,3	-5,4	-11,9
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite, ...)	700	5,6	+2,9	+2,9
<i>Dont maladie</i>	380	3,1	-2,6	+8,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	6 130	49,4	-0,8	+0,3
Radiation administrative	1 420	11,4	+5,2	+24,6
Autres cas ⁽²⁾	990	8,0	+5,3	+11,2
Sorties de catégories A, B, C	12 420	100,0	+0,1	-0,6
France (en milliers)	567,9		+4,1	+1,4

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

SOURCE, DÉFINITIONS ET MÉTHODE

Source : la Statistique du marché du travail (STMT)

La Statistique du marché du travail (STMT) est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné.

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1^{ère} publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2020.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielle de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter.

Dans toute la publication, les résultats présentés sont des moyennes trimestrielles. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Une [documentation méthodologique](#) présente plus en détail la STMT.

Le Fichier historique statistique (FHS) est une autre source statistique sur les demandeurs d'emploi issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle comporte tous les épisodes d'inscription sur une période de 10 ans. Les statistiques produites à partir de la STMT et du FHS peuvent différer en raison de différences dans la constitution des deux sources. En particulier la façon dont sont traités les événements enregistrés avec retard et les sorties de courte durée sont traités dans les deux sources est à l'origine d'écarts. Des séries brutes sur les demandeurs d'emploi issues FHS, au niveau national, sont publiées chaque année.

Demandeurs d'emploi : définition et différence avec les chômeurs au sens du BIT

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à France Travail. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et France Travail présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui (i) n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, (ii) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et (iii) a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

L'inscription à France Travail en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, mais qui ne se recouvrent pas (voir documentation).

Interprétation des séries CVS-CJO sur les demandeurs d'emploi

Les données STMT étant exhaustives, il n'existe pas, comme pour des données d'enquête, d'incertitude liée à l'échantillonnage. Les variations des séries CVS issues de la STMT peuvent résulter soit de la tendance de moyen terme, principalement liée aux évolutions du marché du travail et à la conjoncture économique, soit de chocs ponctuels, dont les sources peuvent être variées (variations dans la gestion des listes de demandeurs d'emploi par France Travail ou dans les comportements d'inscription, chocs ponctuels du marché du travail, imprécisions dans l'estimation des corrections des variations saisonnières, ...). Parmi ces chocs ponctuels figurent aussi des incidents et changements de procédure dont certains ont pu avoir un impact significatif sur les séries de demandeurs d'emploi. Un document présente les principaux événements et leurs impacts.

Une [documentation](#) fournit des éléments d'aide à l'interprétation des séries sur les demandeurs d'emploi.

Pour en savoir plus

[\[1\] Dares, France Travail, publications sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail](#)

[\[2\] Dares, les séries régionales, départementales et par zone d'emploi.](#)